Document generated on 07/01/2025 4:39 a.m.

Urban History Review
Revue d'histoire urbaine

Judith Le Maire, *Lieux, biens, liens communs. Émergence d'une grammaire participative en architecture et urbanisme, 1904–1969* (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2014), 252 p.

Michel Max Raynaud

Volume 43, Number 2, Spring 2015

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1031296ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1031296ar

See table of contents

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)
1918-5138 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Raynaud, M. M. (2015). Review of [Judith Le Maire, *Lieux, biens, liens communs. Émergence d'une grammaire participative en architecture et urbanisme, 1904–1969* (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2014), 252 p.] *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, *43*(2), 63–64. https://doi.org/10.7202/1031296ar

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

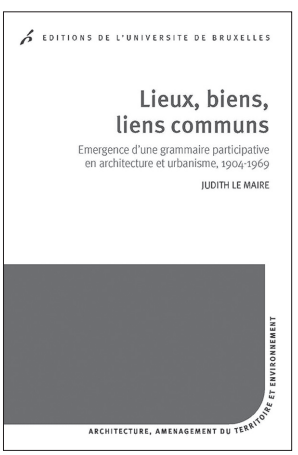
poverty, they tell us equally (if not more) about their own perceptions of the body in a modern world. Kenny's teasing out of the relational corporeal aspects of middle-class reformers and the working-class families they studied or witnessed leads to a brilliant analysis of the urban slum.

From the home Kenny turns his attention to the multifaceted and cacophonous street, analysing everything from crowds and automobiles to urinals and funeral processions. The streets of modern cities provided potential for leisurely delights but also painful threats and moral risks and, as a result, captured a range of modern emotions. Kenny argues that the street's multiplicity reveals shifts in the conception of the body itself and how bodies—alive and dead—in turn shaped and negotiated new public spaces.

The Feel of the City superbly fleshes out the modern city as an embodied place of multiple spaces, perspectives, and senses. It will be essential reading for anyone interested in urban modernity and its negotiation, not only by sight, but also smell, sound, and feel. Overcoming the limitations of traditional "top-down" or prescriptive sources, Kenny lets the working industrial poor speak for themselves and their bodies whenever possible. Kenny adds to the historiography on the body in ways that largely address issues of class. Gendered bodies, especially those of women, get brief mention as factory workers and garner the most attention in the discussion on home. I was left wanting to know more about how bodies crossed (literally and metaphorically) at work, home, and in the street in cities with ethnic, religious, and racial differences inflected by gender, class, and age. Nonetheless, Kenny offers a unique and refreshing perspective of the relationship between cities and bodies that is richly imagined and sensuously evoked.

Jane Nicholas
Department of Women's Studies, Lakehead University

Judith Le Maire, *Lieux, biens, liens communs. Émergence d'une grammaire participative en architecture et urbanisme, 1904–1969* (Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, 2014), 252 p.



La «participation» est à la mode sous toutes ses formes: citoyenne ou technique, volontaire ou provoquée. C'est devenu aujourd'hui un concept largement analysé et questionné dans les études sur les processus de production et de gouvernance aussi bien en architecture qu'en urbanisme. Elle est même devenue le passage obligé de toute réflexion sur la conception innovante. Pour autant peut-on comprendre les fondements de la participation par une relecture de l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture? C'est le défi du livre de Judith Le Maire avec comme thèse qu'il existerait une volonté participative parfois explicite, et parfois moins, chez des acteurs de l'architecture ou de l'urbanisme plus généralement connus comme théoriciens dogmatiques ou praticiens solitaires. Au-delà des riches informations contenues dans l'ouvrage, plusieurs questions surgissent à sa lecture.

La participation est-elle une réponse propre aux crises, serait la première question qui ressort à la lecture de cette étude. Pour l'auteure, les travaux fondateurs de Patrick Geddes et de ses continuateurs apparaissent comme des réactions aux crises: à la crise de la ville industrielle, à la crise du logement après la Seconde Guerre mondiale et enfin à la crise de l'architecture moderne. L'auteure montre que liée directement aux situations de crises, la participation à travers la grammaire participative geddessienne semble offrir des stratégies inédites pour surmonter celles-ci et s'adapter à l'échelle et à la nature des problèmes qu'elles posent aux urbanistes et aux architectes.

La participation est-elle réductible à une grammaire unique ou est-elle plurielle, serait la deuxième question; question plus problématique posée par ce travail. Le cadre théorique de Judith Le Maire—puisqu'il s'agit d'une thèse—se concentre sur les figures des acteurs—urbanistes[1] et architectes—en s'appuyant sur les théories de Henry Mintzberg. Si l'on sait que le thème de la participation chez Mintzberg appartient au cadre organisationnel de l'entreprise, cela oblige à se questionner sur la pertinence qu'en fait l'auteure, particulièrement en urbanisme. La différence entre la participation en urbanisme et la participation en architecture n'est pas de degré, mais de nature. En urbanisme, il s'agit d'une «participation *pour*» d'ordre politique et social en vue d'une gestion commune avec les décideurs. En architecture, il s'agit d'une «participation *avec*» d'ordre esthétique plus que technique pour une conception partagée avec les professionnels. Dans les deux cas la participation nécessite une définition des variables. Or, l'auteure navigue entre l'acception esthétique dans les jeux de rôles, le client comme spectateur-acteur d'un processus créatif de nature esthétique de son logement et l'acception politique de celui qui décide individuellement à travers une action collective de changer les choses; soit en faisant pression sur les pouvoirs, soit en agissant directement. Si l'auteure note avec justesse que «la grammaire participative reste une conjugaison de variables chaque fois différentes et très dépendantes du contexte» (p. 222), on ne sait pas si cette variabilité concerne aussi les acteurs, tous les acteurs, les «maîtres», les experts et le public-client, comme faisant partie du contexte. Quant à l'idée que le processus participatif serait «plus important que l'objet bâti dans la poursuite du bonheur commun» (p. 24), elle apparaît singulièrement réductrice. La participation n'a que peu affaire avec le «bonheur commun» et l'échange gracieux de compétences et d'expertises ou de points de vues courtois. Les expériences participatives, nombreuses aujourd'hui dans tous les domaines, montrent au contraire la mise en avant de volontés de gains. Ce que l'auteure appelle la recherche du «bien commun[2]» n'est nullement «l'intérêt général», mais

l'obtention de bénéfices et de limites de pertes. Ce que les Nord-Américains traduisent par le gagnant-gagnant (*win-win*) afin d'éviter toute forme d'arbitrage.

Paradoxalement cette étude semble nous rappeler que c'est la disparition du client direct dans la commande sociale qui fait naître l'idée de participation d'un *acteur fantasmé,* de l'usager social idéal. La question de la participation en architecture s'ancre avec le Mouvement Moderne et les CIAM dans la recherche, pour une jeune population d'architectes, d'une nouvelle commande capable d'accepter l'innovation et l'expérimentation : le logement social avec l'incertitude entre le commanditaire et l'usager à qui ce logement est destiné. Mais penser que l'innovation passe par la participation reste un mythe, toujours actif, qui trouve ses limites, selon Jean-Louis Cohen, dans le « populisme ». Quant à l'urbanisme, c'est d'abord un acte politique au sens étymologique. L'intervention de l'architecte reste un acte d'accompagnement si on le limite à l'acte architectural et de design urbain.

Si on partage sans difficulté avec l'auteure l'idée d'une émergence participative—la notion de grammaire est peut-être moins évidente—avec les *thinking-machines* de Patrick Geddes, l'année 1969 ne représente peut-être pas la concrétisation de cette émergence. Dans les années 1960, la participation finit par prendre de multiples formes, aussi expérimentales avec Aldo Van Eyck et le Team 10, que « co-conceptualisées » avec Ralf Erskine ou Lucien Kroll. Il ne faut pas oublier qu'elle a aussi dérivé vers des formes plus marginales comme l'auto-construction américaine ou même « sectaires » comme *Arcosanti* de Paolo Soleri. Réduire l'architecture à un langage « savant » construit comme une grammaire participative, c'est négliger ses dimensions éthique, technique et économique (et juridique).

La relecture de l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture à l'aide de ce fil conducteur de la participation—de la grammaire participative—ouvre néanmoins des perspectives intéressantes, encore à développer. Judith Le Maire permet de mieux comprendre la filiation intellectuelle pas évidente d'un premier abord qui lie Patrick Geddes à Le Corbusier, ou encore moins évidente entre Patrick Geddes et Louis Kahn. On découvre le rôle de multiples « passeurs » qui sont souvent les oubliés de l'histoire de l'urbanisme et plus encore des théories de l'architecture.

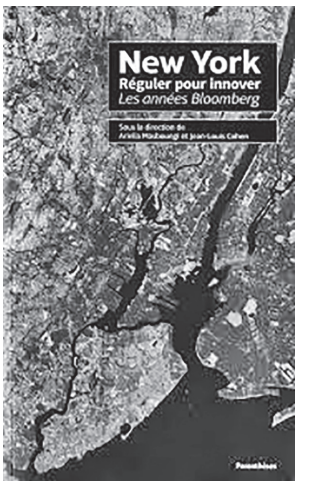
Notes

1 Nous assimilerons, à la suite de l'auteure, des personnalités comme Geddes, Le Play ou Mumford.

2 Le concept de « bien commun » utilisé aujourd'hui aussi bien en économie qu'en gestion nécessiterait une définition plus précise que celle que propose ce livre.

Michel Max Raynaud
Institut d'urbanisme
Université de Montréal

Ariella Masboungi et Jean-Louis Cohen (dir.), *New York. Réguler pour innover, les années Bloomberg* (Marseille : Parenthèses, 2014), 224 p.



Cet ouvrage collectif propose un état des lieux des politiques de (re)développement urbain de la ville de New York en 2014, alors que s'achève le troisième mandat de Michael Bloomberg et que Bill de Blasio lui succède à City Hall. Les 22 contributeurs qu'il réunit—architectes et urbanistes ayant œuvré à New York, universitaires et membres de cabinets de l'administration municipale, d'associations et de commissions d'urbanisme et de planification—présentent les plus importants et emblématiques projets engagés, achevés ou initiés au cours des années Bloomberg (2003–2013) et qui doivent, suivant le principe constitutif du programme PlaNYC 2030 dévoilé en 2007, faire de New York la première ville durable des États-Unis. C'est bien ce vaste programme, inédit par la nature, l'ampleur et la portée de ses objectifs, qui constitue le fil rouge de l'ouvrage et permet d'en relever le principal enseignement. PlaNYC 2030, dont les constats et les stratégies « ont été établis en concertation entre élus et services municipaux et entre organisations et acteurs associatifs ou privés » (p. 41), illustre avec éloquence un urbanisme new-yorkais qui, loin de ne relever que d'une seule compétence municipale, se révèle être un enjeu partagé.

L'ouvrage se compose d'une cinquantaine de courts articles regroupés en quatre chapitres. Le premier de ces chapitres, introductif et dont on peine quelque peu à saisir la cohérence interne, en réunit huit. Y sont d'abord présentés les grands enseignements qu'il convient de tirer de cette expérience particulière qu'est PlaNYC 2030, qui, assurément, « devrait faire école pour un renouveau de la planification urbaine élaborée sous forme de charte au lieu de plans, une doctrine au lieu de prévisions » (p. 10). Parmi les leçons relevées, on retiendra qu'un urbanisme réussi en est un qui lie dans l'action secteurs privé et public, qu'une ville durable ne saurait se penser qu'à une échelle élargie et métropolitaine, et que face aux profonds bouleversements climatiques désormais indéniables—que l'ouragan Sandy, en 2012, a violemment donné à voir à l'ensemble des New Yorkais–, « la résilience est de mise » (p. 10) pour tous les projets urbains d'aujourd'hui et de demain. La suite du chapitre consiste en un bref historique des administrations de la ville et de ses édiles, de son urbanisme et de ses outils fondamentaux (plans, règlements de zonage, quadrillage, etc.). On y décrit notamment un urbanisme historiquement pris en tension entre planification et adaptation pragmatique de celle-ci, une caractéristique qui demeure encore aujourd'hui.